**FORMULAIRE DE DEMANDE POUR L’OBTENTION
D’UNE STABILISATION D’INTERET**

|  |  |
| --- | --- |
| **Exportateur:**  |       |
| **Pays:** |       |
| **Montant du contrat:** |       |
| **Nom du projet** |       |

**DECLARATION :**

1. L’exportateur accepte que le volet de sa comptabilité relatif à la présente opération puisse faire l’objet d’un examen à la demande de Finexpo et/ou qu’il puisse être procédé à des contrôles de prix et/ou d’origine des marchandises.
2. Les soussignés déclarent:
* que les informations fournies sont correctes et présentent une image complète de l’opération telle qu’elle lui/leur est connue lors de l’introduction de la demande ;
* que l’exportateur ainsi que la banque intervenante ont pris connaissance de la loi du 9 juin 1999 relative à l’approbation de la Convention pour la lutte contre la corruption des fonctionnaires publics étrangers dans les opérations commerciales internationales, conclue le 17 décembre 1997 à Paris, ainsi que de la loi du 10 février 1999 relative à la lutte contre la corruption telle que modifiée par la loi du 1er septembre 2006, M.B. du 4 mai 2007 ;
* qu’eux-mêmes ainsi que toute personne agissant pour leur(s) compte(s) (par exemple, des agents) se conforment et continueront à se conformer à cette législation ainsi qu’à toute législation applicable à ses activités pendant toute la durée d’exécution du contrat, sachant que chaque infraction expose les parties concernées à des sanctions allant de la résolution du contrat d’assurance à l’exclusion de toute aide concessionnelle ultérieure ;
* que l’exportateur ainsi que la banque intervenante disposent de polices ou pratiques internes appropriées visant à lutter contre la corruption ;
* qu’ils sont disposés, à la demande de Finexpo, à divulguer le nom des agents intervenant dans la transaction ainsi que les coûts et relations contractuelles qui les lient ;
* qu’ils ne figurent pas sur les listes d’exclusion accessibles au public des institutions financières internationales suivantes : Groupe Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement et Banque interaméricaine de développement ;
* qu’ils s’engagent à révéler si eux-mêmes, ou toute personne agissant pour leur(s) compte(s) dans le cadre de la transaction font l’objet de poursuites devant un tribunal national ou une instance administrative, ou, au cours des cinq années ayant précédé la demande, ont été condamnés par un tribunal national ou ont fait l’objet de mesures administratives nationales équivalentes pour infraction aux lois concernant la lutte contre la corruption d’agents publics étrangers d’un pays quelconque ;
* qu’ils feront part de toute modification et/ou de toute information complémentaire relative à la présente déclaration ou concernant le contenu du formulaire, et ce dès que possible à Finexpo ;
* qu’ils respectent les normes sanctionnées par le droit pénal international (comme décrit dans la notice explicative) et par le droit pénal belge sachant que chaque infraction du droit pénal international ou droit pénal belge constitue une exclusion du droit de l’indemnité sous le contrat d’assurance ;
* qu'ils voleront en classe économique et que, s'ils veulent déroger à cette règle, ils introduiront une demande prélable au secrétariat de Finexpo. Pour les séjours de courte durée en matière d’indemnités journalières et frais de logement, les règles prévues pour le personnel (catégorie 1) de l'administration centrale du SPF Affaires étrangères sont d’application. Les montants maximaux pris en compte seront ceux mentionnés d’une part dans l’arrêté royal fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale et d’autre part, dans l’arrêté ministériel portant l'établissement d'indemnités de séjour octroyées aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui se rendent à l'étranger ou qui siègent dans des commissions internationales en vigueur au moment de la mission.

S'il apparaît que ces critères n'ont pas été respectés, l'exportateur s’engage à verser sur le compte de Finexpo la différence entre les montants maximums autorisés et les coûts facturés.

* qu'ils respecteront les [**principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales**](http://mneguidelines.oecd.org/OECD-Due-Diligence-Guidance-for-Responsible-Business-Conduct.pdf)**.**
* qu'ils se conforment à l'initiative du [**Pacte mondial des Nations unies**](https://www.unglobalcompact.org/library/2) et [**aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme**](https://www.unglobalcompact.org/library/2)**.**
* qu'ils respectent la [**Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail**](https://www.ilo.org/actrav/areas/WCMS_DOC_ATR_ARE_DECL_EN/lang--en/index.htm#:~:text=%20Declaration%20on%20Fundamental%20Principles%20and%20Rights%20at,in%20respect%20of%20employment%20and%20occupation.%20More%20)**.**
1. Les soussignés s’engagent à :
* Ne pas signer le contrat commercial avant que la présente demande d’intervention soit approuvée par le Conseil des Ministres.
* Mettre en avant le rôle de Finexpo dans l’octroi de la concessionnalité dans la communication entourant le projet.
* Compléter et renvoyer à Finexpo le formulaire d’évaluation après l’exécution du projet.
* Informer immédiatement Finexpo de tout problème qui mettrait en danger la bonne exécution du projet.

|  |  |
| --- | --- |
| Fait à       | , le       |
| * Le nom doit être écrit en entier et la signature précédée par la mention « lu et approuvé ».
 |
|  |
| POUR L’EXPORTATEUR | pOUR LA BANQUE INTERVENANTE |
| Nom       | Nom       |
|  |  |
| Signature | Signature |

1. Informations générales
	1. **Exportateur :**

|  |  |
| --- | --- |
| * Nom:
 |       |
| * Personne de contact:
 |       |
| * Adresse:
 |       |
| * Numéro de téléphone:
 |       |
| * Adresse e-mail:
 |       |
| * Site internet:
 |       |

Si c’est la première fois que vous introduisez une demande auprès de Finexpo veuillez joindre les documents suivants. Dans le cas contraire, complétez uniquement le point d) :

a) informations relatives à l’activité de l’entreprise

b) les trois derniers comptes annuels

c) emploi moyen au cours des trois dernières années

d) chiffre d’affaires de ces cinq dernières années dans les pays faisant l’objet de la demande

* 1. **Banque(s) intervenante(s)**

|  |  |
| --- | --- |
| * Nom:
 |       |
| * Personne de contact:
 |       |
| * Adresse:
 |       |
| * Numéro de téléphone:
 |       |
| * Adresse e-mail:
 |       |

* 1. **Débiteur et garant(s)Débiteur du contrat commercial (acheteur): Mentionner le nom en toutes lettres et le sigle éventuel. (en cas de crédit fournisseur : emprunteur )**

|  |  |
| --- | --- |
| * Nom:
 |       |
| * Adresse:
 |       |
| * Statut:
 |       |
| * Site internet:
 |       |
|

|  |  |
| --- | --- |
| * Précisez si c’est l’acheteur final / l’utilisateur final
 |       |

 Sinon, mentionnez les coordonnées de l’acheteur final / l’utilisateur final ci-dessous: |
|       |

* 1. **Débiteur(s) du crédit financier: Mentionner son nom en toutes lettres et son sigle éventuel :**

|  |  |
| --- | --- |
| * Nom:
 |       |
| * Adresse:
 |       |
| * Statut:
 |       |
| * Site internet:
 |       |

* 1. **Nature de l’adjudication**

|  |  |
| --- | --- |
|  | [ ]  Adjudication internationale |
|  | [ ]  Adjudication limitée |
|  | [ ]  Négociations directes |
|  | [ ]  Autres: |
|  | - Spécifiez:       |

* 1. **Description détaillée du projet (ou de l’installation) au sein duquel (de laquelle) s’inscrivent les équipements, travaux ou services considérés (indiquer l’objet de votre contrat et les principales caractéristiques du projet)**
	2. **Concurrence**

 Nom de la/des entreprise(s) concurrente(s) :

 Pays:

1. Financement

2.1 Financement impliquant une intervention de l’Etat : Stabilisation des taux d’intérêt :

 Montant et devise du crédit commercial :

2.2 Taux CIRR :

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Taux d’intérêts CIRR
 | [ ]  sans réservation |
|  | [ ]  avec réservation (+0.2%) |

2.3 Etat des négociations commerciales à ce jour : (le contrat ne peut PAS être signé avant l’approbation de la demande par le Conseil des ministres) :

1. Impact économique du projet pour la Belgique

3.1 Aspects quantitatifs (compléter le tableau excel ci-dessous en vue de calculer la valeur ajoutée) :



3.2 Aspects qualitatifs (éléments complémentaires qui seront pris en compte dans le calcul ; compléter le tableau et les questions ci-dessous) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Y | Y-1 | Y-2 | Y-3 | Y-4 |
| Nombre de travailleurs (exprimé en ETP)  |  |  |  |  |  |
| Nombre travailleurs ensous-traitance (exprimé en ETP) |  |   / |  / |  / |  / |
| * 1. Nombre travailleurs sur le projet (exprimé en ETP)
 |  |   / |  / |   / |  / |
| Chiffre d’affaires total |  |  |  |  |  |
| Chiffre d’affaires export |  |  |  |  |  |
| Dont UE |  |  |  |  |  |
| Dont hors UE |  |  |  |  |  |

* + 1. Précisez de manière détaillée (entité procurant l’aide, nom de l’aide, montant et année) de quelles aides belges (fédérales, régionales ou autres) vous avez bénéficié au cours des trois dernières années :
		2. Ce projet est-il pour vous le premier dans ce pays ? Si non, s’agit-il d’un repeat order ?
		3. Quel est l’impact du projet sur la pénétration du marché dans le pays ou la région ?
		4. Prévoyez-vous pour le proche avenir des nouveaux projets dans ce pays ou dans cette région? Si oui, à quelles conditions ?
		5. Quelle est votre stratégie à l’exportation ?
		6. Quel est l’effet multiplicateur attendu pour l’économie belge ?
		7. Quel est l’impact de ce projet sur l’emploi au sein de votre société ?
		8. Qui sont les sous-traitants / les fournisseurs (de quel pays) ?
		9. Avez-vous déjà participé à des adjudications internationales pour des projets dans cette région ? Avec quels résultats ?
		10. L’entreprise est-elle déjà délocalisée ? / A-t-elle déjà repris des sociétés étrangères ?
		11. L’entreprise belge (initiale) est-elle devenue membre d’un groupe international suite à son rachat ?
		12. Le centre décisionnel se situe-t-il en Belgique ?
		13. Les études et/ou le concept sont-ils réalisés en Belgique ?
1. **Questions environnementales et sociales**

**4.**1 Informations concernant l’exportateur

|  |
| --- |
|  |
| * Dans quelle mesure l'exportateur dispose-t-il d'une politique intégrée en matière de responsabilité sociale des entreprises (internationale) (Droits Humains, emploi et relations professionnelles, environnement, corruption, fourniture d'informations et intérêts des consommateurs) telle que décrite dans le Manuel de diligence raisonnable de l'OCDE sur la RSE ?
* Dans quelle mesure cette politique et les rapports y afférents sont-ils basés sur des mécanismes de rapports externes sur la RSE ou des lignes directrices à cet égard ? Veuillez joindre le dernier rapport RSE (international) à votre demande.
* Si l'exportateur n'a pas de politique en la matière, quelles mesures a-t-il prises ou a-t-il l’intention de de mettre en œuvre concernant les différents aspects de la responsabilité sociale (Droits Humains, emploi et relations de travail, environnement, corruption, fourniture d'informations et intérêts des consommateurs) afin d’intégrer les mécanismes de rapports RSE suivants ou les lignes directrices à cet égard ?
 |

**4.2 Informations concernant le projet**

|  |
| --- |
| * le secteur d’activité du projet au sein duquel s’inscrit la transaction est-il un secteur sensible sur le plan environnemental et/ou des Droits Humains ?
 |
| * le projet au sein duquel s’inscrit la transaction se situe-t-il dans un milieu sensible sur le plan environnemental ou social (aires protégées, patrimoine de l’humanité, milieux marins remarquables, …) ?
 |
| * le projet au sein duquel s’inscrit la transaction a-t-il des impacts significatifs sur l’environnement ?
* Le projet dont fait partie la transaction est-il situé dans une zone sensible aux violations des Droits Humains ([santé, travail, égalité de traitement, etc.](https://globalcompactselfassessment.org/humanrights)) ?
* Le projet dans lequel s'inscrit la transaction a-t-il des effets significatifs sur les Droits Humains ?
 |

**4.3 Localisation du projet au sein duquel s’inscrit la transaction**Quelle est la localisation géographique **précise** du projet ?

(si possible joindre une carte de la zone d’implantation ou du tracé)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| * **Pays:**
 | *
 | * **Localisation:**
 | *
 |

**4.4 Facteurs environnementaux et sociaux dans la conception et la mise en œuvre du projet**

4.4.1L'exportateur dispose-t-il de procédures internes, de certificats, de normes de qualité en matière de RSE qui pourraient être applicables à cette transaction ? Si oui, veuillez préciser :

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. [ ]  Réalisée à la date suivante :
 | * 1. [ ] Non réalisée mais prévue:
 |
| * 1. [ ]  Non prévue
 | * 1. [ ]  Ne sait pas
 |

4.4.2 Une étude de l’impact environnemental et social (EIES) a-t-elle été réalisée ou est-elle prévue?

4.4.3 Un plan de gestion environnemental est-il disponible ou est-il prévu ?

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. [ ]  Disponible et datant de :
 | * 1. [ ]  Pas encore disponible mais prévu:
 |
| * 1. [ ]  Non prévu
 | * 1. [ ]  Ne sait pas
 |

4.4.4 Un permis environnemental a-t-il été octroyé par les autorités locales ? [ ]  Oui / [ ]  Non

|  |
| --- |
| * 1. Si oui:
 |
| * 1. Permis octroyé à la date suivante :
 | * 1.
 |
| * 1. Permis octroyé par l’autorité suivante:
 | * 1.
 |

4.4.5 A votre connaissance, le projet appliquera-t-il des normes environnementales et sociales reconnues au plan national ou international ?

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. [ ]  Normes du pays hôte
 | * 1. [ ]  Normes belges
 |
| * 1. [ ]  Normes de la Banque mondiale
 | * 1. [ ]  Autres normes
 |
| * 1. [ ]  Normes européennes
 | * 1. [ ]  Ne sait pas
 |

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. Préciser lesquelles :
 | * 1.
 |

4.4.6 A votre connaissance, le projet permet-t-il des bénéfices pour l’environnement ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * 1. [ ]  Oui
 | * 1. [ ]  Non
 | * 1. [ ]  Ne sait pas
 |

Si oui, veuillez préciser si les bénéfices attendus pour l’environnement relèvent :

|  |
| --- |
| * 1. [ ]  De la modernisation d’installations déjà existantes
 |
| * 1. [ ]  Du remplacement d’installations existantes permettant une diminution des impacts  environnementaux négatifs
 |
| * 1. [ ]  De la nature du projet :
 |
| [ ]  De l’utilisation de technologies ‘environmental friendly’ :      |
| [ ]  Autre:     4.4.7. Une évaluation des Droits Humains a-t-elle été réalisée ou est-elle prévue ?

|  |  |
| --- | --- |
| [ ]  Réalisée à la date suivante :       | [ ]  Non réalisée mais prévue :       |
| [ ]  Non prévue | [ ]  Ne sait pas |

 4.4.8. A votre connaissance, ce projet aura-t-il des effets bénéfiques en termes de Droits Humains ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| [ ]  Oui | [ ]  Non | [ ]  Ne sait pas |

 |

 Expliquez :

4.4.9A votre connaissance, le projet peut-il générer ou contribuer à générer :

|  |
| --- |
| * [ ]  Des déplacements de population
 |
| * [ ]  Des expropriations
 |
| * [ ]  Des modifications substantielles des modes de vie des populations locales
 |
| * [ ]  Aucune des catégories précitées
 |
| * [ ]  Ne sait pas
 |

**4.5 Autres informations pertinentes que vous souhaitez mentionner :**